

ROUTE TRANSSAHARIENNE

«Un projet plus cher mais les travaux ne s'arrêteront pas»

La route transsaharienne coûte plus cher en raison du climat sécuritaire qui prévaut dans la région du Sahel. Un surcoût qui, selon le Dg du Comité de liaison de la Transsaharienne, n'empêchera pas les travaux du projet de se poursuivre.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - «Dans le contexte sécuritaire actuel, la route transsaharienne coûte plus cher en raison du coût des militaires qui assurent l'encadrement des travaux comme c'est le cas au Tchad», explique Mohamed Ayadi. Selon lui, le projet coûtera certes un peu plus cher mais «les travaux ne s'arrêteront pas».

Convaincu qu'il ne s'agit pas d'un problème de temps mais celui d'«endurance», il ajoute : «Il faut le faire même si nous perdons du temps, la préoccupation n'est pas là».

Intervenant hier, au forum du quotidien *El Moudjahid*, à Alger, le Dg du Comité de liaison de la

Transsaharienne affirme que la cadence des travaux dépend des capacités et potentialités de chaque pays concerné par le projet de la route transsaharienne. «Il y a un impact sur les pays dont le revenu est faible. Aujourd'hui, la difficulté pour ces pays, c'est de rembourser ce qu'ils ont emprunté car c'est l'une des conditions», dit-il.

Toutefois, il assure que le problème de financement ne se pose pas en Algérie. La preuve poursuit-il, «l'axe principal de la Transsaharienne qui relie Alger à Lagos (Nigeria) sera réceptionné en 2019. La partie algérienne a été réalisée à 90%». Quant au taux de réalisation de l'intégralité



Mohamed Ayadi, DG du Comité de liaison de la Transsaharienne.

de la route transsaharienne, il estime qu'il est «difficile» d'en parler. «C'est un projet qui concerne six pays. Dans chaque pays, il y a plusieurs projets et chaque projet avance à une vitesse donnée».

Le Dg du Comité de liaison de la Transsaharienne rappelle à cet effet, la finalisation de 5 000 kilomètres dont 1 600 kilomètres réalisés par l'Algérie, 1 100 kilomètres par le Nigeria, 200 kilomètres par le Tchad et 400

autres sont en cours. «Le pays le plus en difficulté est le Mali pour des raisons que vous connaissez», dit-il.

Etendue entre Alger et la frontière avec le Niger soit 2 400 kilomètres, la route transsaharienne en Algérie assure-t-il, est «entièrement finie et revêtue. Il n'en reste que six kilomètres à In Guezzam pas loin des frontières».

S'agissant de la branche qui reliera notre pays au Mali, il précise que sur 500 km, 300 km ont été réalisés et 200 km sont en cours de réalisation.

Mohamed Ayadi n'omet pas de souligner les efforts de l'Algérie pour «perfectionner» ce projet. Il cite ainsi le «dédoulement de la voie sur 1 000 km» et «la traversée d'une montagne pour faire gagner une demi-heure sur 60 km».

Ry. N.

FINANCES

M. Raouya et le vice-président de la BEI examinent les possibilités de coopération

Le ministre des Finances, M. Abderrahmane Raouya, a reçu jeudi le vice-président de la Banque européenne d'investissement (BEI) chargé de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, M. Roman Escolano, avec qui il s'est entretenu sur les opportunités de coopération entre l'Algérie et cette institution financière européenne, a indiqué samedi un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre, il a été procédé à un échange de points de vues sur les perspectives économiques de l'Algérie et les possibilités de coopération entre les deux parties.

A ce propos, M. Raouya a réaffirmé la disponibilité de l'Algérie «à travailler de concert avec ses différents partenaires pour l'amélioration du climat des investissements et le renforcement du développement économique du pays», note le communiqué.

Il a également fait part des éléments du plan d'action du Gouvernement en matière de réformes et de modernisation économique.

Pour sa part, M. Escolano a réaffirmé la disponibilité de son institution «à apporter l'appui nécessaire pour l'accompagnement à la diversification de l'économie algérienne» en mettant à sa disposition les instruments nécessaires et en apportant sa grande expérience en la matière.

Pour rappel, la BEI, dont les actionnaires sont les pays membres de l'UE, est une institution de financement à long terme de l'UE. Dans la région méditerranéenne, elle offre des instruments financiers et de conseil, en coopération notamment avec la Commission européenne avec des financements conjoints.

Elle a déjà contribué dans le financement de projets en Algérie dans les secteurs de l'énergie, de l'eau, du transport routier et de l'industrie.

APS

HISTOIRE

Qui se souvient des martyrs du 14 juillet 1953 ?

Alors que Paris célébrait la fête nationale dans une saine ambiance populaire et dans la joie traditionnelle, de sanglantes échauffourées se sont produites place de la Nation.

Sept personnes ont été tuées, un Français et six Algériens : Daoui Larbi 29 ans de Aïn-Sefra, Ameer Tabjadit 26 ans de Tifna (G.Kabylie), Mouhoub Illoul 20 ans d'Amizour (Béjaïa), Tahar Madjène 26 ans de Chréa (Kabylie), Abdallah Bacha 25 ans de Tazmalt (Kabylie), Abdelkader Draris 31 ans de Nédroma, alors que 126 autres, dont plusieurs gravement atteintes, ont été transportées à la hâte dans les hôpitaux. C'était le 14 Juillet de l'année 1953.

Parmi les sept morts, le chahid Daoui Larbi, tué, l'emblème national à la main. A la fleur de l'âge, 26 ans, célibataire, natif en 1924 à Aïn-Séfra.

En 1948, il effectua un voyage en Palestine pour la cause palestinienne, avant de rejoindre les rangs des nationalistes en France en 1950. Le quotidien français *Le Figaro* dans sa livraison du mercredi 15 juillet 1953, rapporte à la Une : «2 000 Nord-Africains défilant devant l'état-major communiste à la place de la Nation, déclenchent une échauffourée. Pour se dégager, le service d'ordre doit faire usage de ses armes : 7 morts, 126 blessés». «Sinistre bilan dont la responsabilité incombe à ceux qui, ouvertement, cherchent leurs alliés – leurs troupes de choc – parmi les adversaires avoués à la France. Et que les dirigeants communistes, qui bénéficient chez nous d'une faiblesse à laquelle il faudra bien mettre un terme, ne crient pas à la provocation policière. On les a vus évacuer en désordre leur tribune

dès que déferla le premier groupe de manifestants algériens exigeant en hurlant la libération de Messali Hadj», souligne le journal dans sa première page.

Guy G. Walrand, rédacteur en chef de l'information, poursuit : «Les émeutiers qui, hier (14-7-1953), place de la Nation, ont fait couler le sang, sont les instruments trop dociles de ceux qui, pour servir une politique contraire aux intérêts de la France, n'appuient leur activité néfaste que sur l'exploitation de la colère ou du fanatisme.»

Les martyrs ont été tués d'un coup de feu, comme le constatent les Drs Paul et Baurès (extrait fait foi). La cérémonie de sépulture a été faite sous haute sécurité française, selon le rite musulman. Les cercueils étaient arrivés couverts du drapeau algérien au port d'Alger, où une cérémonie de recueillement a été organisée en leur honneur par les ouvriers du port et les militants du MTL, avant d'être transférés vers leurs villes.

Qui s'en souvient donc, sans doute personne, car aucune mémoire n'est à retenir de ces figures historiques. Ni pensée dans la journée du Chahid, ni célébration de leur mort, pas une place, pas une école, ni même une ruelle n'est baptisée en leur nom. Ils restent méconnus dans l'anonymat total, mais voilà que l'histoire n'oubliera jamais, puisque les martyrs du 8 mai 1945 (avant le déclenchement de la guerre, sont reconnus chahid).

Commémoration à Paris, ignorance à Alger !

Un programme très riche, en hommage à la commémoration des victimes du 14 juillet 1953, a été concocté avec la collaboration du cinéaste le

réalisateur du film et auteur du livre *Les balles du 14 juillet 1953*, M. Daniel Kupferstein et l'association des amis de l'humanité. Le grand rassemblement a été fait le 6 juillet à 15h, place de la Nation à Paris, commémoration de la plaque en hommage aux victimes du 14 juillet 1953, au niveau de l'immeuble du 12, avenue du Trône, en présence des familles des victimes venues pour la commémoration, notamment d'Algérie.

L'historien Emmanuel Blanchard fera une introduction sur «La police parisienne et les Algériens» ensuite la projection du film et la présentation du livre.

Par ailleurs, il y a lieu de signaler que la manifestation a débuté le 3 juillet dernier avec un riche programme, notamment des conférences, des débats et la projection du film *Les balles du 14 juillet 1953*, par des conférenciers algériens et français, à l'exemple de Rosa Moussaoui du journal *l'Humanité*, ou encore une projection-rencontre organisée par les amis du Monde diplomatique et la Ligue des droits de l'Homme-Paris, avec Akram Belkaid journaliste au *Monde diplomatique* et Gilles Manceron, historien et membre de la LDH. Notons enfin, que plusieurs personnalités (les familles des martyrs entre autres) sont conviées à cette grande manifestation, on note la présence de M. Boudaoud Ahmed, neveu du martyr Daoui Larbi. Malheureusement en Algérie, aucune reconnaissance, aucune baptisation, aucune commémoration à la mémoire de ces victimes, parmi les premiers chouchou du pays, avant même le déclenchement de la guerre de Libération nationale.

B. Henine